

# Tartagueule à la récré



*Pour une révolution sociale, éducative et pédagogique*

N°56. mai 2007 . Bulletin de la CNT Education Rhône et Ain- Avec le soutien de la CNT- PTT

CNT Education

c/o SUTE - CNT

Palais du Travail

9 place Lazare Goujon

69100 Villeurbanne

Permanences :

Le mercredi de 18 à 20h

44 rue Burdeau (Lyon 1er)

Tel : 04.78.27.05.80

[educ69@cnt-f.org](mailto:educ69@cnt-f.org)

[www.cnt-f.org/fte](http://www.cnt-f.org/fte)

## Ni Dieu, Ni César, Ni Tribun... L'AVENIR NOUS APPARTIENT !

**Le résultat des élections présidentielles va inévitablement marquer nos conditions de vie, de travail et de lutte.** C'est finalement le candidat de la Droite qui l'a emporté, en ayant notamment si bien récupéré et intégré dans son discours et son programme les idées nauséabondes de l'extrême-droite. Ces élections témoignent d'une véritable "droitisation" de la vie politique française, par son assise électorale comme par les thèmes abordés et les projets portés. Face à cela, la Gauche est bien incapable de proposer une quelconque alternative au plan politique, social et économique. Il est d'autant plus terrible que tant de salariés et de personnes des classes populaires aient porté leur suffrage sur ce candidat qui par illusions, démagogie ou confusion est apparu à toutes celles et tous ceux victimes d'insécurité sociale tel un homme providentiel apportant réponses et solutions à leurs problèmes quotidiens et inquiétudes dans l'avenir. Pourtant les salariés et les classes populaires n'ont rien à attendre de ce nouveau président et de son programme !

Dès son premier discours, le futur président a rappelé les idées qui fondent son projet de société : travail, autorité, morale, mérite, identité nationale... Autant de

valeurs qui vont se décliner avec les intérêts des classes dirigeantes et possédantes et un projet de société réactionnaire et nationaliste. Inévitablement les inégalités vont continuer à se creuser, la précarité va se développer, le démantèlement des services publics et de la protection sociale va s'accélérer, le moralisme va renforcer son emprise sur la société et les dérives répressives et sécuritaires, dont les immigrés et sans-papiers sont les premières victimes, vont s'amplifier. Toutes ces logiques vont s'articuler avec des mesures très concrètes qui risquent d'être mises en place très rapidement si on ne s'y oppose pas : remise en cause du code du travail, attaques contre le droit de grève avec notamment la mise en place du service minimum dans les transports, mise en place d'un bouclier fiscal favorisant les plus riches... Autant de mesures dont les salariés et les classes populaires feront les frais et qui vont renforcer cette société inégalitaire et capitaliste.

**La lutte collective plutôt que la résignation !**

Face à une telle situation, nous savons que seule la construction d'un rapport de force au plan social peut changer les choses et

éviter que la France connaisse à son tour le même sort ultra-libéral que l'Angleterre des années 80 avec Thatcher. Il est nécessaire de rompre avec l'attentisme trop souvent de mise au lendemain d'élections présidentielles, de s'organiser et d'user des armes de la manifestation, de la grève et de l'occupation pour bloquer le rouleau compresseur libéral et sécuritaire qui s'annonce, défendre ce qui reste de services publics et de système de protection sociale et peut-être aussi retrouver le chemin des conquêtes sociales. Ne comptons que sur nous-mêmes et sur nos luttes, au quotidien, dans nos quartiers et lieux de travail, pour faire émerger un mouvement social autonome, solidaire et émancipateur porteur d'autres logiques et projet de société. **Ils se durcissent, durcissons nos luttes ! Le compte à rebours est enclenché !**

**samedi 12 mai**

Rencontre avec un syndicaliste colombien qui fait état de la situation dans son pays  
**20h à l'atelier 51 rue Montesquieu Lyon 7ème**

# Eduquer ou enfermer ?

**Deux des 7 établissements pénitenciers pour mineurs (EPM) vont bientôt ouvrir leurs portes (l'un à Meyzieu, l'autre à Toulouse) Le projet des EPM met l'accent sur l'aspect éducatif ainsi que sur l'amélioration des conditions de détention des jeunes par rapport aux quartiers pour mineurs. Bonne nouvelle pour les jeunes taulards ou dernier avatar des politiques sécuritaires qui ont substitué, au cours des dernières années, toute analyse de la délinquance ?**

## **Faire face à l'augmentation de la délinquance juvénile**

La loi Perben I votée en 2002 décidait de la construction de 7 EPM de 60 places chacun destinés à accueillir des jeunes à partir de 13 ans pour faire face à l'augmentation supposée de la délinquance des jeunes. Loin de se substituer aux anciens quartiers pour mineurs délabrés, ils créent dans les faits, une offre supplémentaire de places en détention. Pourtant, au cours des 10 dernières années, l'augmentation de la délinquance juvénile ne concerne pas des faits graves justifiant une incarcération, mais plutôt nécessitant des rappels à la loi. Les chiffres des meurtres sont stables, et si ceux des violences sexuelles augmentent, ce n'est pas le fait des jeunes, (on observe la même augmentation chez les adultes) mais d'une dénonciation de ces actes plus fréquente. Ce qui a incontestablement augmenté, c'est la

précarité et le sentiment d'insécurité sociale. La réponse politique à cette insécurité, au lieu de s'interroger sur les causes sociales et économiques des passages à l'acte, a été de trouver un bouc-émissaire parmi les jeunes de quartiers populaires et si possible issus de l'immigration.

## **Répressif versus éducatif**

L'ordonnance de 1945 sur l'enfance délinquante, celle que rêve de pulvériser N. Sarkozy, établissait la primauté de l'éducation sur la répression pour les 10-18 ans. Dans les années 70, les derniers " ancêtres " des EPM étaient fermés : le rapport adressé en 1974 par le président du tribunal pour enfants de Paris au garde des Sceaux est sans appel : " Les établissements fermés sont des échecs et des dépotoirs. L'action éducative pour les jeunes nécessite plus de temps, des zones de liberté, elle n'est pas conciliable avec le milieu fermé "

## **Le maton et l'éducateur : main dans la main ?**

Les éducateurs de la PJJ (protection judiciaire de la jeunesse) qui ont dû se battre pour sortir des prisons, refusent de jouer le jeu dangereux qu'on veut à nouveau leur assigner dans les EPM : celui d'encadrer le jeune aux côtés d'un maton pour occuper son temps d'enfermement, divisé en activités socio-culturelles, études et sport. Pour les éducateurs, on ne peut pas faire d'éducatif en prison, on ne peut que contraindre les jeunes à plier au cadre. Un mur d'enceinte de 6 mètres de haut et un mitard (quartier disciplinaire d'isolement) rappellera aux réfractaires qu'ils doivent se soumettre à cette

curieuse conception de l' " éducation " Il n'est donc pas étonnant que l'administration pénitentiaire ait toutes les peines du monde à recruter des éducateurs pour leurs EPM.

Budget raréfié pour l'éducatif (1 éducateur pour 6 jeunes en prison, 1 pour 25 à l'extérieur), fermeture de centres d'hébergement éducatifs pour les mineurs en danger gérés par la PJJ, prise en charge des jeunes sur le mode de l'incarcération et des poursuites systématiques, tolérance zéro ... Un progrès les EPM ? Incontestablement, non. Un outil supplémentaire d'exécution de la justice de classe, ni plus, ni moins.

1 Source : journal CQFD, n°33, 15 avril 2006

2 idem

3 idem

4 On a pu voir cette justice brillamment à l'œuvre lors des émeutes en banlieue en novembre 2005 ou encore pendant les manifestations anti-CPE.



## Le sécuritaire ne nous fera pas taire



Caméras, grilles, vigiles, flics : le campus de Bron (Lyon 2) n'échappe pas à la logique sécuritaire. Face aux protestations des étudiants et des personnels, l'équipe administrative a répondu par le fichage et le flicage. Début Février, elle a porté plainte contre trois étudiants, qui sont accusés d'avoir déboulonné quelques grilles lors du festival " Grille la fac ". L'accusation repose essentiellement sur des dossiers constitués par la fac (" mains courantes internes " qui retracent les activités militantes, photos, commentaires fumeux). Aujourd'hui, elle convoque 6 étudiants (les 3 inculpés et 3 de leurs soutiens) devant le conseil de discipline pour des motifs fallacieux (accrochage avec des vigiles, collages sauvages, tract injurieux...), elle décrète l'interdiction du repas autogéré bi-hebdomadaire.

Mais c'est bien sûr leur refus de se soumettre qui est visé : en procédant à des attaques individuelles elle espère instaurer un climat de peur et mater les militants. **Un rassemblement de soutien est prévu pour le matin du conseil de discipline (9 Mai).**

La résistance doit se poursuivre : nous ne pouvons accepter que l'université, que nous considérons comme un lieu de construction et de débats s'aligne sur une société de plus en plus autoritaire. A l'heure des projets d'alignement des facs sur le modèle de l'économie capitaliste, c'est la possibilité même d'une contestation qui est en jeu. |

## Lyon 1 se privatise

Le président de l'université Lyon 1 vient de se distinguer en étant l'un des premiers à ouvrir les portes de son université au secteur privé, par le biais du " fundraising ". Non satisfait des dernières réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche, qui ont permis de formaliser la compétitivité, la précarité et le contrôle des thématiques de recherche, le président de l'université Lyon 1 vient d'ajouter sa pierre à l'édifice prolibéral du gouvernement. Début mars, il annonçait que la filiale de droit privé de l'université (Ezus) créait, en collaboration avec la Banque Populaire et Sanofi Pasteur, une fondation d'entreprise, la Fondation Lyon 1. Son objectif affiché est simple : collecter des fonds privés sous forme de donations. Ses conséquences sont sans appel : la privatisation de l'enseignement et de la recherche. En effet, en acceptant l'offrande du privé, l'université accepte aussi que ces " généreux donateurs " participent aux différents conseils de l'université et donc infléchissent les priorités de cette université. En d'autres termes, les entreprises privées vont avoir maintenant leur mot à dire sur le contenu de l'enseignement et sur les recherches à développer. La privatisation de l'enseignement et de la recherche est en marche. Il est urgent de mettre en place de nouvelles luttes afin de stopper cette société dirigée par les profits, la compétitivité et les intérêts capitalistes.

### Abonnez-vous !



Nous faire parvenir sur papier libre vos nom et prénom ; adresse complète ; précisez : abonnement à partir du numéro .L'abonnement est de 20 euros pour 5 n° (abonnement de soutien 30 euros, précaires, étudiants, chômeurs, prisonniers : 15 euros ). Pour recevoir des numéros en plus de l'abonnement compter 10 euros par abonnement supplémentaire.  
Commande au numéro : 4 euros.  
Chèques à l'ordre de CNT (mention au dos "revue fédérale"), à envoyer à : FTE-CNT 33, rue des Vignoles 75020 Paris

### Classe en lutte



Bulletin mensuel gratuit de la CNT-FTE diffusé par mail;  
Pour le recevoir automatiquement, inscrivez-vous à:

[fede-educ@cnte-f.org](mailto:fede-educ@cnte-f.org)



# L'internationale des travailleurs-ses de l'Éducation est en marche !

Lors de rencontres internationales organisées par la CNT à Paris fin avril, début mai, une réunion autour de l'éducation a permis à de nombreuses organisations autonomes à travers le monde de s'exprimer mais surtout de construire une liaison forte entre elles.

Plus de soixante personnes et 15 organisations de 13 pays différents étaient présents :

de Saragosse en Espagne, du Portugal, d'Italie, d'Algérie, du Congo, du Burkina Faso, de Guinée, des États-Unis, de Suède, de Turquie, de Colombie, d'Angleterre, d'Allemagne et de France.

Les invités absents aux rencontres seront mis au courant de notre travail et notamment les invités de Grèce, du Chiapas, de Oaxaca et de Mexique au Mexique, du Cameroun, de Côte d'Ivoire, du Bénin, de Rabat au Maroc, de Bruxelles en Belgique.

Au vu de toutes les situations et de toutes les luttes autour de l'éducation qui ont été relatées par l'ensemble des organisations pendant la réunion, huit revendications communes apparaissent autour de trois luttes (syndicales, sociales et pédagogiques). Ces revendications répondent à des attaques de tous les états qui sont d'intensité très différentes selon les pays. En effet, en Colombie la répression syndicale frappe très fort avec, pendant l'année 2006, l'assassinat de 76 syndicalistes. En Algérie, les syndicalistes sont enfermés et parfois torturés. En ce qui concerne l'indépendance de l'Éducation, en Espagne, la religion est présente à l'école, de la maternelle à l'université ; au Burkina Faso, un pro-

gramme de l'école primaire est financé par la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International et l'inscription dans les universités est de plus en plus chère, tout comme au Portugal ! Les réalités sont différentes mais les attaques nous semblent



globales et nous voulons y apporter une réponse globale également !!!

## Revendications portées ou à porter dans nos luttes syndicales :

- l'amélioration des conditions de travail (défense et augmentation des salaires, lutte contre la précarité et notamment contre les statuts d'emploi-jeunes)
- l'arrêt de toute répression syndicale et de la criminalisation des mouvements sociaux
- la défense des droits de grève et de réunion ainsi que le développement des syndicats autonomes

## Revendications portées ou à

## porter dans nos luttes sociales :

- l'amélioration des conditions de vie avec la création de logements sociaux
- l'indépendance de l'éducation face à la religion mais aussi le combat contre la privatisation et la marchandisation du système éducatif de la maternelle à l'université
- la défense et l'amélioration du service public d'éducation : augmenter les moyens humains et financiers
- la lutte contre la discrimination des femmes dans l'éducation

## Revendications portées ou à porter dans nos luttes pédagogiques :

Le débat étant difficile à engager en si peu de temps, il nous est apparu nécessaire de réfléchir sur :

- quoi enseigner afin d'aller vers une éducation émancipatrice ?
- quelle école voulons-nous afin d'aller vers une liberté d'enseignement et une liberté d'apprentissage ?

Nous allons réunir ces revendications autour d'une journée internationale de lutte des travailleuses et travailleurs de l'éducation dont la date sera définie au plus vite.

## Des outils ont été élaborés ou vont l'être pour maintenir des relations entre les organisations

- pour diffuser les informations quotidiennes, une liste de diffusion est créée.
- création d'un site spécifique à l'éducation
- des actions de jumelages seront réalisées
- un bulletin international réunira des articles de fond sur l'éducation dans les différents pays ou sur les luttes prioritaires menées dans le pays autour de l'éducation.



" Tartagueule à la Récré ", comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maqueté par des militant-e-s après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratisation, fonctionne sans permanents et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun-e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.

Je souhaite rester en contact avec la CNT  Je souhaite adhérer à la CNT  Je souhaite recevoir 3 n° gratuit du Combat Syndicaliste, périodique de la CNT ( A renvoyer à notre adresse - cochez le choix correspondant)

Nom : ..... Adresse : .....

Profession : .....

Confédération Nationale du Travail - Fédération des Travailleurs/euses de l' Education



S' UNIR POUR RESISTER !